

# *l'Anti*capitaliste

n°756 | 29 mai 2025 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE



FACE À L'IMPUNITÉ  
D'ISRAËL

**EXIGEONS DES SANCTIONS**

**L'ARRÊT DES FOURNITURES D'ARMES**

**IMMÉDIATEMENT**

## ZOOM

Islamophobie. L'État en croisade contre les musulmanEs

Page 2

## INTERNATIONAL

USA. Budget de Trump : plus d'inégalités et de corruption

Page 4

## ARGUMENTS

Fin de vie. La dignité et la liberté dans la vie comme dans la mort

Page 5

## CHAMP LIBRE

Tribune du collectif des Jeunes du Parc de Belleville

Page 8

## Édito

### Pour qui la Palme d'or de la catastrophe climatique?

Par LA COMMISSION NATIONALE ÉCOLOGIE

Les effets du réchauffement climatique sont bien présents : 51,6 °C aux Émirats en mai ; 50 000 personnes piégées en Australie par des inondations exceptionnelles dues aux pluies torrentielles ; des incendies gigantesques en extrême orient russe provoqués par la chaleur et la sécheresse... La cause est parfaitement connue : la combustion du pétrole, du charbon et du gaz, dans l'industrie, les transports, l'agriculture, dans les pays du nord.

Si les causes sont documentées, les remèdes ne suivent pas car ils imposent de sortir du système productiviste capitaliste prédateur et colonial. Les gouvernants du monde, voix fidèles des maîtres du système économique, s'égarant dans la communication pour masquer leur incapacité à agir. COP après COP, le bal des hypocrites fait valser les dérisoires mesurées prises, sitôt qu'elles entravent la course aux profits. Ils détricotent allègrement les codes de l'environnement et sabotent les agences de protection de la nature.

« *The show must go on* », comme à Cannes où, pendant le festival, 89 yachts de plus de 40 mètres, ancrés à proximité, peuvent brûler des tonnes de pétrole pour assouvir les désirs des milliardaires.

Macron, dont la politique culturelle taille sec dans les budgets, n'y trouve rien à redire. Au contraire, les dirigeants répriment toute contestation de leurs politiques écologiques criminelles car ils ont compris que les luttes pour le climat, pour le vivant, pour nos vies se généralisent sur la planète. Les mobilisations pour la défense de la terre font écho à celles pour la préservation des ressources (forêt, eau douce, mer...). Les revendications ricochent de manifestations de rue en occupations de places, de désarmements de sites polluants en blocages d'infrastructures. Il reste du chemin à parcourir pour retirer aux 10 % les plus riches leur pouvoir de nuisance. Non, les catastrophes climatiques ne sont pas naturelles, mais bien le produit du système d'exploitation de la Terre et de ses occupants.

### Bien dit

Vous vous réveillez dans un pays où le camp présidentiel, droite et extrême droite se sont entendus pour contourner la seule chambre élue au scrutin universel et imposer des régressions écologiques à l'abri des regards : après le 49.3 sur les retraites, voici l'équivalent agricole.

MAXIME COMBES, sur le réseau Bluesky, le 28 mai à propos de la loi Duplomb qui vise à « lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur », selon la rhétorique libérale habituelle.

## À la Une

# PALESTINE Génocide à Gaza : exigeons des sanctions immédiates !

N'oublions pas qu'en Cisjordanie occupée et à Jérusalem-Est, plus de 1 500 attaques de l'armée et de colons ont fait plus de 960 morts, 7 030 blessés et 40 000 Palestiniens déplacés de force. En Palestine, le nettoyage ethnique se poursuit donc en toute impunité.

### Une pression tardive de certains États sur Israël : une brèche pour demander des sanctions

Plusieurs pays comme l'Espagne demandent à la communauté internationale de sanctionner Israël pour « mettre fin à la guerre ». L'Union européenne s'est récemment prononcée en faveur d'un réexamen de l'accord d'association avec Israël, près de vingt ans après le vote majoritaire du Parlement européen demandant cette suspension. L'État ibérique demande aussi un embargo sur les armes.

Si cette pression est très insuffisante, cette brèche ouverte dans la complicité européenne doit servir pour exiger des sanctions de l'État colonial à toutes les échelles et pour mettre fin à son impunité. C'est une inversion relative du rapport de forces, certains pays occidentaux étant mis en face de leurs contradictions, puisque complices de ce génocide.

### La « reconnaissance » de l'État de Palestine : une hypocrisie des États occidentaux

La France pourrait « reconnaître l'État de Palestine » en juin, comme l'a annoncé Macron en avril. Toutefois, cette reconnaissance est conditionnée à

À Gaza, les massacres de masse par Israël se poursuivent, accompagnés d'un siège total et d'une famine généralisée, sans oublier les déplacements forcés. On estime que plus de 53 000 Palestiniens ont été tués, dont plus de 15 000 enfants, et plus de 120 000 blessés par les opérations militaires israéliennes. L'armée occupe désormais la majorité de la bande de Gaza.

### LA BONNE CONSCIENCE DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE FACE À LA FAMINE EN PALESTINE



la reconnaissance d'Israël par l'Arabie saoudite. Implicitement, elle ne peut se faire qu'en garantissant « la sécurité d'Israël » et elle serait d'autant plus symbolique puisqu'elle serait empêchée par l'occupation militaire israélienne.

Ne soyons pas dupes de cette « reconnaissance » au moment même où le gouvernement s'appête à dissoudre Urgence Palestine et où la répression s'abat sur des militantEs de la cause palestinienne en France. Dans l'*Appel de Paris pour la protection du peuple palestinien*<sup>1</sup>, la reconnaissance de l'État de Palestine pourrait constituer un levier concret pour enrayer la poursuite de la colonisation en Cisjordanie et Jérusalem-Est.

Est-ce que ce sera suffisant ? Face au génocide, qui n'est pas cité une seule fois, pourquoi ne pas exiger de sanctions ? Le terme « autodétermination » est certes utilisé, mais la résistance palestinienne est invisibilisée. Enfin, on peut douter que « la fin de l'occupation permettrait à Israël de connaître également la paix et la sécurité » quand le droit international est bafoué depuis la création de cet État colonial.

### La libération comme seul horizon politique souhaitable

En réalité, le seul horizon politique souhaitable pour le peuple palestinien est celui qui permet le droit au retour de toutes les réfugiés palestiniens et la fin

de l'État d'apartheid. La solution à deux États est un leurre qui ne permet pas de remplir ces deux conditions.

Notre camp social doit continuer d'exiger la libération de la Palestine, de la Mer au Jourdain, qui peut paraître lointaine. Cette libération passe aussi par une mobilisation en France. À court terme, il faut exiger concrètement des sanctions immédiates contre Israël qu'elles soient économiques, diplomatiques ou politiques, continuer à boycotter les entreprises complices de ce génocide et de la colonisation, et appeler au désinvestissement. Après une mobilisation le 17 mai pour les 77 ans de la Nakba, une soirée de soutien le 24 mai de la coalition « Guerre à la guerre » au Cirque électrique à Paris suivie d'une mobilisation pour demander des sanctions le 25 mai partout en France appelée notamment par les mouvements étudiants, soyons nombreux pour nous mobiliser contre la participation des entreprises israéliennes au salon du Bourget du 20 au 22 juin prochain. Continuons à nous mobiliser contre la dissolution d'Urgence Palestine, par l'intermédiaire des comités locaux contre la dissolution pour atteindre les 500 000 soutiens.

An Gwesped

1 - <https://orientboxi.info/magazine/l-appel-de-paris-pour-la-protection-du-peuple-palestinien,8246>



### LIBÉREZ CHRISTIAN TEIN ET TOUTES LES PRISONNIÈRES !

Les militantEs du collectif Solidarité Kanaky sont venuEs soutenir, mardi 27 mai 2025 devant le Palais de Justice de Paris, Christian Tein pour son audition devant les juges, le président du FLNKS, qui avec 7 militantEs de la CCAT, a été illégalement déporté en France pour y être incarcéré à la prison de Lutterbach. Il est entendu pour la première fois par les juges d'instruction parisiens, à la suite du dépaysement de son dossier judiciaire. © Solidarité Kanaky



À moins d'un an des élections municipales, l'exécutif lance le fantasme du «*frérisme municipal*», accusant sans preuves des éluEs, des militantEs et des associations de travailler à une islamisation rampante des institutions locales. En s'attaquant à des acteurs associatifs ou politiques issus des quartiers populaires, le pouvoir entend disqualifier toute forme d'organisation autonome et populaire. Ce n'est pas un hasard si ce rapport arrive après les attaques contre le CCIE (Collectif contre l'islamophobie en Europe), et dans un contexte où la répression s'abat sur toutes les voix critiques des politiques d'État — en particulier quand elles viennent de personnes racisées. Il s'agit de construire dans l'imaginaire collectif une menace diffuse tapie dans les conseils municipaux, les salles de prière, les associations.

### Fabriquer une menace intérieure

Ce texte, présenté en conseil de défense, n'a rien d'un travail sérieux : absence de sources, amalgames grossiers, reprises d'idées anciennes, conclusions non démontrées. Il prétend révéler des stratégies d'entrisme dans l'éducation, les services publics ou les médias, mais ne repose que sur des allégations alarmistes. C'est moins un rapport qu'un outil de propagande, conçu pour entretenir la peur et justifier une politique de surveillance généralisée. Ce rapport contredit même souvent les résultats des enquêtes scientifiques. Par exemple, un rapport de l'Institut des Hautes Études du ministère de l'Intérieur (IHEMI) publié en mai 2022, fruit du travail

## ISLAMOPHOBIE L'État en croisade contre les musulmanEs

Moins d'un mois après le meurtre d'Aboubakar Cissé dans une mosquée, le gouvernement relance une offensive islamophobe sous couvert de lutte contre l'«*islamisme politique*». Un rapport sur les «*Frères musulmans*» alimente cette stratégie en vue des prochaines municipales. Une nouvelle étape dans la fascisation.

**FAUT-IL S'EN PRENDRE AUX SOLITIENS FINANCIERS DES FRÈRES MUSULMANS**



d'une dizaine de chercheurEs et de plus de 100 entretiens menés auprès de 32 fédérations sportives, conclut qu'il n'existe pas de phénomène structurel de «*radicalisation*» ou de «*communautarisme*» dans le sport associatif en France. Le gouvernement s'est bien entendu abstenu de donner un quelconque publicité à ces constats.

### Une logique complotiste

La cible n'est pas seulement une organisation précise. C'est tout

un pan de la société — musulman ou perçu comme tel — que ce document transforme en corps étranger, en suspect permanent. Sous couvert de neutralité républicaine, l'État continue de fabriquer un ennemi intérieur. Il s'agit clairement d'une offensive complotiste. «*Ces complotismes représentent le stade ultime de la racialisation, puisqu'ils ne se contentent plus d'altérer la population juive ou musulmane : ils l'élèvent au statut de menace existentielle pour la*

«*civilisation occidentale*». Ce stade de racialisation est essentiel pour justifier des violences physiques à leur encontre, des violences qui se présentent dès lors comme une défense légitime contre un génocide civilisationnel», selon Reza Zia-Ebrahimi, auteur du livre *Antisémitisme et islamophobie, une histoire croisée*.

### Une fascisation accélérée

Cette stratégie participe d'une fascisation dont on constate chaque jour l'accélération. L'État ne se contente plus de céder à l'extrême droite : il en épouse les obsessions, les mots, les méthodes. La laïcité est instrumentalisée pour effacer les voix dissidentes, la sécurité devient le prétexte à l'exception permanente. En accusant sans preuve, en dissolvant sans procès équitable, en interdisant des expressions, en restreignant les droits, le pouvoir fabrique une société où l'État se pense en guerre contre une part de la population. Face à cette offensive islamophobe menée au plus haut niveau de l'État il faut une riposte unie de toutes les forces de gauche, antiracistes, syndicales et associatives, contre la fascisation en cours.

**Commission nationale antiracisme**

## EUROPE Victoire de la droite, les néofascistes sont la deuxième force au Portugal

Les partis de droite dans leur ensemble obtiennent les deux tiers de l'Assemblée de la République, tandis que la gauche obtient le résultat le plus bas de son histoire. À gauche, tous les partis à la gauche du PS ont obtenu leur plus bas résultat. Livre (Verts européens) a connu une légère hausse, les communistes ont perdu environ 20 000 voix et ont atteint leur plus bas niveau, et le Bloc de gauche a perdu plus de la moitié des voix qu'il avait obtenues lors des élections de 2024, n'élisant qu'une seule députée, Mariana Mortágua.

### Programme raciste

L'extrême droite a conquis la plupart des districts du sud du pays, bastions traditionnels de la gauche, et a gagné du terrain parmi ses électeurs. C'est dans les campagnes et les anciennes zones industrielles que Chega trouve le plus de soutien, avec un programme de ressentiment anti-immigrés et anti-tsiganes qui parvient à mobiliser les votes. Dans le contexte d'une crise provoquée par le Premier ministre lui-même — qui a gardé une société personnelle pour accepter des contrats d'entreprises (contre ses devoirs exclusifs) — la droite a réussi à mettre la question de l'immigration au centre du débat, ce qui a dominé les discours xénophobes et attiré les votes. Les immigréEs sont devenuEs le bouc émissaire de la crise du logement causée par la spéculation et des problèmes des systèmes de santé, de l'éducation et des services publics qui sont sous-financés et attaqués par des intérêts privés. De plus, ils sont devenus le centre d'une guerre culturelle qui a entraîné le Parti socialiste vers une position de droite sur la question.

*Le résultat des élections anticipées du 18 mai au Portugal marque un tournant dans la politique portugaise. La droite traditionnelle arrive confortablement en tête et le Parti socialiste a moins de députés que l'extrême droite (après décompte des votes des circonscriptions d'émigration).*

### Militarisme, autoritarisme et technoplice

La course à la guerre, sous la direction de Washington, domine la politique européenne et oriente le projet économique de l'Union européenne. Outre l'immigration, le discours militariste a également marqué les élections. La plupart des partis sont parvenus à un consensus sur la loyauté envers l'Otan, l'augmentation des dépenses militaires et l'escalade des armements, laissant les partis anticapitalistes isolés. Avec l'extrême droite qui dépasse pour la première fois le Parti socialiste, la politique portugaise entre véritablement dans une nouvelle phase. Michael Löwy a déclaré il y a quelques années que la gauche n'avait pas prévu la «*vague brune*» en Europe, aux États-Unis et au Brésil. Aujourd'hui, nous ne pouvons plus dire que nous n'avons pas été prévenus. La dérive autoritaire dans le contexte de la crise de l'accumulation capitaliste s'accompagne de formes de domination technologique, à travers la socialisation numérique et la plateformesation du travail, avec des algorithmes contrôlés par une techno-oligarchie toute-puissante au service de l'extrême droite.

### Convergence et résistance unitaire

Dans ce panorama politique national et international, et alors que plus des deux tiers des députéEs de l'Assemblée de la République

siègent sur les bancs de la droite et de l'extrême droite, il devient possible pour la première fois depuis 50 ans de réviser la Constitution sans la participation du Parti socialiste. La lutte contre ce projet de revanche sur le 25 avril 1974 appelle à de larges convergences, y compris dans la perspective de l'élection présidentielle de janvier 2026.

Il est impératif de résister dans l'immédiat, mais aussi de construire une aile gauche forte pour riposter. Le Parti socialiste, affaibli, aura un seul candidat à sa direction, José Luís Carneiro, un ancien ministre lié à l'aile droite du parti, qui aura tendance à faciliter la viabilité du gouvernement de droite au motif d'écarter l'extrême droite du pouvoir. Ce contexte, s'il se confirme, fera de Chega — avec 22% des voix et le deuxième parti au Parlement — la principale référence de l'opposition. Les élections municipales se profilent à l'horizon immédiat. Le risque est la transformation de la Chega en une force plus ancrée territorialement, la poursuite du virage à droite et la disparition du PCP comme force de gouvernement (il est encore en tête dans 19 municipalités). Le Bloc de Gauche s'engage à programmer des accords pour des convergences à gauche, que ce soit avec le PS dans la capitale pour battre Carlos Moedas, ou pour affirmer des alternatives municipales à gauche, chaque fois que possible avec le PCP, Livre et le PAN.

**Daniel Borges, rédacteur en chef d'Esquerda.net**

### No comment

## Si on était raciste, on n'aurait pas eu des groupes en Afrique

CYRILLE BOLLORÉ, PDG du groupe Bolloré, le 21 mai 2025, en réponse à un actionnaire qui l'interrogeait sur les critiques visant l'empire médiatique de Bolloré père, en particulier la chaîne CNews.

## Agenda

**Samedi 31 mai, le Printemps des services publics, Paris.** De 13 h à 2 h, place Stalingrad puis au Point Ephémère, 200, Quai de Valmy, 75010 Paris.

**Jeu 5 juin, conférence-débat «Le Nicaragua sous la dictature», Paris 10°.** À 19 h à la Bourse du travail, salle Croizat, 3, rue du Château-d'Eau.

**Samedi 7 juin, Pride des banlieues, La Courmeuve (93).** À 13 h à la gare de la Courmeuve-Aubervilliers.

**Mercredi 11 juin, réunion publique du NPA-A «Pour une révolution écosocialiste» avec Christine Poupin, Rennes (35).** À 19 h, 10, rue des Trente à Rennes. Autour du Manifeste écosocialiste de la IV<sup>e</sup> Internationale.

**Samedi 14 juin, manifestation nationale pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, Paris.** À 14 h, place de la République.

**Samedi 14 juin, Fête anticapitaliste du NPA Charente, La Faye (16).** À partir de 14 h, salle polyvalente de La Faye. Table ronde, projection, meeting, buffet, musique, expos... Entrée 2 €, gratuit pour les enfants, repas prix libre.

**Du 20 au 22 juin, Guerre à la guerre: manifestation contre le salon du Bourget.**

**Samedi 21 juin, Deuxième rencontre nationale du réseau des collectifs locaux du NFP, Paris.** De 9 h 30 à 17 h, à la Bourse du travail (salle Hénaff), 29, boulevard du Temple, métro République.

**Samedi 28 juin, Marche des Fiertés LGBTQI+.**

**Du 19 au 26 juillet, 40<sup>e</sup> édition des Rencontres Internationales Jeunes (RIJ), Wallonie (Belgique).** Infos: jeunes@nouveauantiparticipantcapitaliste.org

**Du dimanche 24 au mercredi 27 août, 17<sup>e</sup> Université d'été du NPA-Anticapitaliste, Port-Leucate (11).** Accueil le samedi 23 à partir de 14 h et départ le jeudi 28 après le petit-déjeuner. Voir page 7.



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

**l'Anticapitaliste.org**

**l'Anticapitaliste** l'hebdou du NPA

**Rédaction :**  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
1225-C-93922

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

**Tirage :**  
1800 exemplaires

**Directrice de publication :**  
Penelope Duggan

**Secrétaire de rédaction :**  
Fabienne Brifault

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 21  
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



## AFRIQUE DU NORD

# Sud Soudan, la paix mise à mal

Il existe un risque important que le Sud Soudan plonge de nouveau dans un conflit généralisé qui s'ajouterait à une crise financière majeure.

En se séparant du Soudan pour devenir un État indépendant en 2011, le Sud Soudan n'a connu qu'une succession de conflits. Le plus meurtrier est la guerre civile de 2013 qui a causé la mort de 400 000 personnes, le déplacement de quatre millions de réfugiés. Un accord de paix fut signé en 2018 entre le président de la République Salva Kiir appartenant à la communauté Dinka, et son vice-président Riek Machar à celle des Nuer.



DR

### La fin de l'accord de paix

Cet accord de paix prévoyait notamment l'unification des différentes milices dans une armée nationale, la mise en place d'une élection présidentielle et la collégialité dans la gouvernance du pays. Aucun de ces engagements n'a été honoré. Les conflits entre la présidence et la vice-présidence n'ont eu de cesse d'augmenter jusqu'à l'épisode sanglant dans l'État du Haut Nil.

Le mois dernier l'armée blanche, une milice Nuer, a envahi la base militaire de Nasir, de peur que la garnison militaire présente soit remplacée par des membres de communautés leur étant hostiles. La présidence a réagi en envoyant l'aviation bombardier la ville, provoquant ainsi de nombreuses victimes civiles. La violence s'est étendue dans le pays entre les forces du Sudan People's Liberation Movement (SPLM) favorable au président Kiir et le SPLM-IO (In Opposition) dirigé par Machar. Ce dernier ainsi que plusieurs de ses compagnons ont été arrêtés, accusés d'avoir fomenté l'attaque de Nasir.

### Une crise aux multiples facettes

Les deux dirigeants cultivent le conflit entre Dinka et Nuer, ces deux populations sont essentiellement pastorales et sont souvent en compétition pour l'accès à l'eau et aux pâturages. Les Dinka se sentent dépositaires de l'indépendance du pays en raison de leur lutte, contrairement aux Nuer qui dans certaines périodes ont tissé des alliances avec les forces soudanaises. Pour Kiir et Machar l'enjeu principal reste la lutte pour le pouvoir et la captation des richesses de l'État. Salva Kiir a développé une politique clientéliste largement financée par la production du pétrole. Avec la guerre au Soudan, l'oléoduc convoyant l'or noir a été détruit, tarissant du même coup la principale source du budget du pays, entraînant une crise politique à l'intérieur du camp présidentiel. Une crise favorisée par la santé défaillante du président encourageant les velléités pour sa succession, bien que Salva Kiir ait choisi son conseiller financier en la personne de l'homme d'affaires Benjamin Bol Mel.

Si le SPLM IO s'est affaibli, cela n'exclut nullement la reprise d'un conflit généralisé dans le pays où de nombreuses milices se sont créées, avec un risque de connexion avec un autre conflit, celui qui déchire le Soudan. Cette situation accroît la pauvreté multidimensionnelle. En 2024, 92,6% de la population était privée d'éducation, d'accès aux services de base, de logement décent contre 84% en 2023. Avec les risques de guerre, cette détérioration ne pourra que s'amplifier.

Paul Martial

Le projet de loi, de plus de 1000 pages, réduit Medicaid, qui fournit des soins de santé aux adultes et aux enfants à faible revenu, réduit le Supplemental Nutrition Assistance Program, qui fournit une aide alimentaire aux personnes ayant peu ou pas de revenus, et réduit le soutien à l'éducation à tous les niveaux, de l'école élémentaire à la recherche universitaire.

### Une loi pour les riches qui augmente la dette

Selon les estimations de l'office budgétaire du Congrès, quelque 8,6 millions d'AméricainEs, hommes et femmes, risquent de perdre toute couverture de santé d'ici à 2034. Et Trump est en train de licencier 100 000 fonctionnaires fédéraux. Dans le même temps, le projet de loi prévoit plus d'argent pour l'armée et les autorités chargées de l'immigration.

Malgré les coupes dans les programmes sociaux, le projet de loi augmentera la dette nationale d'environ 3 300 milliards de dollars. Le projet de loi est maintenant transmis au Sénat, également à majorité républicaine, qui l'amènera ; les deux chambres devront ensuite concilier leurs divergences. Au bout du compte, la loi sera dévastatrice pour les pauvres et une aubaine pour les riches.

### La monnaie de Trump et la corruption

Alors qu'il s'emparait de la nourriture et des soins médicaux des pauvres, Donald Trump organisait un dîner à son Trump National Golf Club, dans la banlieue de Washington, pour 250 milliardaires, les plus gros acheteurs de sa cryptomonnaie \$TRUMP, une pièce numérique qui n'a d'autre fonction que la spéculation. Les convives présents ont acheté en moyenne 1,7 million de dollars de \$TRUMP, les sept premiers achetant 10 millions de dollars et l'un d'entre eux, 40 millions de dollars. De nombreuses

## USA Budget de Trump : plus d'inégalités et de corruption

La semaine dernière, la Chambre des représentantEs, dominée par le Parti Républicain, a adopté par 215 voix contre 214 le « Big Beautiful Bill », comme l'appelle le président Donald Trump, qui accorde de nouvelles réductions d'impôts aux riches et plus d'argent à l'armée tout en réduisant toute une série de programmes sociaux destinés aux classes ouvrières et aux pauvres.



personnes présentes — dont un grand nombre sont originaires de pays asiatiques — ont déclaré avoir investi dans le \$TRUMP afin de pouvoir influencer le président et la politique économique des États-Unis.

Depuis qu'il est devenu président, Donald Trump a ajouté des milliards à sa fortune personnelle, dont plus récemment 320 millions de dollars d'honoraires grâce à la vente de sa cryptomonnaie. Alors que les convives arrivaient, des dizaines de manifestantEs brandissaient des pancartes portant des slogans tels que « Crypto Corruption » et « Les États-Unis sont à vendre », et criaient : « Honte, honte, honte ».

Les démocrates ont critiqué l'utilisation par Donald Trump de sa fonction pour s'enrichir. « Le dîner de Donald Trump est une orgie de corruption », a déclaré

la sénatrice Elizabeth Warren du Massachusetts lors d'une conférence de presse du parti démocrate organisée avant le dîner. « Donald Trump utilise la présidence des États-Unis pour s'enrichir grâce aux cryptomonnaies et il le fait au vu et au su de tous. »

### Trump intouchable

Des gouvernements et des hommes d'affaires du monde entier passent des accords avec Trump pour tenter d'influencer les politiques américaines. Donald Trump veut imposer des droits de douane de 46% sur les importations vietnamiennes ; le gouvernement vietnamien coopère avec la famille Trump, qui construit un complexe de golf de 1,5 milliard de dollars à l'extérieur de Hanoï, la capitale du pays, peut-être pour tenter de réduire

les droits de douane qui touchent environ un tiers des exportations vietnamiennes. Mais il y a 20 propriétés avec la marque Trump dans des pays du monde entier : coopérer avec les entreprises privées du président devient un moyen d'essayer d'influencer les décisions politiques.

Trump fait tout cela en toute impunité. Le président américain n'est pas tenu par les lois relatives aux conflits d'intérêts. La Cour suprême lui a accordé l'immunité. Sa loyale Pam Bondi contrôle le ministère de la Justice. Il est intouchable.

Alors que la résistance aux attaques de Trump contre les travailleurEs et les pauvres se développe lentement, il n'y a que peu ou pas de résistance à la corruption de Trump. Pourquoi ? Certains, bien sûr, admirent l'homme d'affaires qu'est Trump, d'autres se laissent embobiner par lui. Quoi qu'il en soit, il contrôle l'exécutif, le législatif et bénéficie du soutien de la Cour suprême, si bien qu'il semble tout-puissant. De plus, dans l'histoire des États-Unis, nous n'avons sans doute jamais vu une corruption d'une telle ampleur. La rapidité des actions de Trump nous laisse pantois. En réponse, nous avons des critiques des démocrates, mais la direction de ce parti est à la fois divisée et impopulaire. Et nous avons quelques dizaines de manifestantEs qui crient « Honte ! » Que faudrait-il faire ? C'est à nous de le déterminer.

Dan La Botz,  
traduction Henri Wilno

## EUROPE DE L'EST

# Ukraine en guerre, Ukraine en luttés...

La résistance à l'invasion russe n'a pas effacé les divisions de classe au sein de la société ukrainienne. Les inégalités de nos sociétés capitalistes et le néolibéralisme brutal appliqué par le gouvernement Zelensky affectent considérablement la population d'Ukraine. Les classes populaires se battent alors sur un « double front », contre les politiques antisociales et l'agression impérialiste.

À Kyiv, à l'initiative d'une quarantaine d'organisations, des piquets contre la corruption foncière dans la ville ont été organisés le mois dernier. Les manifestantEs exigent le licenciement des 17 fonctionnaires impliqués dans ces affaires et ont initié la mise en place de conseils de surveillance publics<sup>1</sup>. À Odessa, le Centre pour les libertés civiles organise le contrôle citoyen des abris anti-bombardements de la ville, afin de vérifier leur état et leur accessibilité pour la population.

### Bataille contre la privatisation du secteur de la santé

De son côté, le Syndicat libre des travailleurs de la santé organise une campagne contre la réforme médicale en cours, qui vise à renforcer la privatisation du secteur et à « transformer les patients en clients du secteur médical privé ». À Kyiv, un rassemblement a été organisé pour protester contre les agressions de rue sur les personnes LGBT. Sous le slogan « Ma tradition est l'amour », les manifestantEs exigent que le Parlement adopte une loi contre les crimes de haine. Quelques semaines plus

tôt, l'extrême droite avait tenté, sans succès, d'empêcher un festival queer.

Dans l'ouest du Donbass, l'Union régionale du syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine a organisé une livraison de matériels pour soutenir les soldats au front. Parmi les objets livrés, qui font souvent défaut aux soldats, on trouve des pièces métalliques pour la fabrication de barbecue anti-drones. Ce même syndicat rappelle que « [l'aide apportée] à ceux qui défendent l'Ukraine contre l'invasion ennemie russe, pourrait devenir beaucoup plus importante si les mineurs qui sont sur le front du travail recevaient des salaires décentes et élevés ».

### Lutte pour les salaires et les droits démocratiques

À l'hôpital municipal polyvalent de Derazhny, le syndicat Soyez comme nous sommes a réussi à faire reconnaître coupable le directeur de non-paiement des salaires et à obtenir leur versement. Le personnel de santé et son syndicat estiment que le directeur doit être démis de ses fonctions. Dans le village de

Slavske, ce sont 20 conseillerEs municipaux qui ont été révoqués à la suite d'une réunion organisée par les habitantEs. Ces dernierEs considèrent qu'« [ils] ignorent leurs devoirs envers les électeurs et [pointent] le manque de réunions de travail avec eux ».

Ce ne sont là que des exemples de la myriade d'initiatives dans l'Ukraine en guerre. Ils révèlent la vitalité d'une population qui, par sa résistance à l'invasion de Poutine comme aux politiques de l'oligarchie ukrainienne, ne cesse de se battre pour ses droits sociaux et démocratiques. C'est à elles et eux, avant tout, que nous apportons notre solidarité inconditionnelle.

Elias et Gin Vola

<sup>1</sup> – Aperçus des luttes en Ukraine puisés dans les comptes rendus quotidiens réalisés par Patrick Le Tréhondat, militant du RESU et membre des Brigades de solidarité éditoriale.

### À lire sur le site

**Palestine : Stopper le génocide, maintenant, c'est sauver ce qui nous reste d'humanité,**  
par Marie Schwab



# FIN DE VIE LA DIGNITÉ ET LA LIBERTÉ DANS LA VIE COMME DANS LA MORT

Le débat à l'Assemblée nationale sur l'aide à mourir bouscule nos certitudes. Faut-il se réjouir d'un nouveau droit qui consacre la liberté de choix jusqu'au moment de la mort ou alerter sur les risques que fait peser cette loi sur les plus précaires et les plus vulnérables ? La commission Santé rappelle les positions de notre courant en faveur du droit de mourir dans la dignité. La commission Antivalidisme exprime son opposition à cette nouvelle pression sociale sur la population handicapée. Regards croisés.

Depuis 20 ans, la gauche se bat pour inscrire dans la loi un mouvement de fond de notre société, celui de décider de son propre corps, de sa vie, de sa mort, comme hier les femmes ont conquis le droit à l'IVG contre les pouvoirs religieux ou médicaux. C'est aussi la position du NPA-l'Anticapitaliste.

## Le droit à décider de sa mort, plébiscité

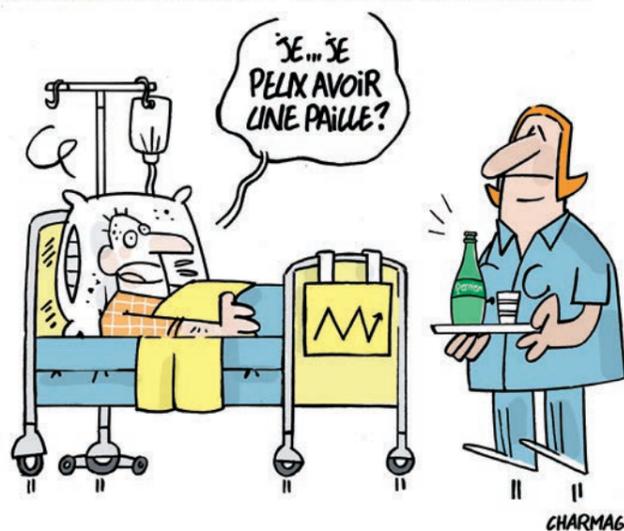
Reflète de cette évolution de fond, la convention citoyenne de 2023 s'est prononcée, sous conditions, pour le suicide assisté et le développement des soins palliatifs. Tous les candidatEs de gauche aux présidentielles ont inscrit ce droit dans leur programme, plébiscité par 92% des personnes.

Seule la mobilisation de la droite réactionnaire, des autorités médicales et religieuses, comme la conférence des évêques, a retardé cette loi de démocratie en santé, centrée autour du choix du patient, qui encadrerait enfin un acte jusqu'alors arbitraire et clandestin, avec quelques milliers d'euthanasies clandestines en France.

Le projet de loi précise que le droit de choisir se fait « de façon libre et éclairée », aux malades « à partir de 18 ans » présentant une « affection grave et incurable qui engage le pronostic vital, en phase avancée ou terminale » et qui « présentent une souffrance physique ou psychologique, soit réfractaire aux traitements, soit insupportable ». Il faut être « de nationalité française ou résider de façon stable et régulière en France », le racisme va se nicher jusque dans une loi sur la fin de vie ! La norme serait que le patient procède lui-même à l'injection, à la grande déception des patients experts de la maladie de Charcot auditionnés par la convention, qui souhaitent que le patient ait le choix de « se l'administrer lui-même ou par le biais d'une personne de confiance ou dans le cadre d'un accompagnement médical ». Un amendement de « délit de provocation » à l'aide à mourir a été repoussé, présenté par Annie Genevard, LR et la Manif pour tous, tandis qu'un « délit d'entrave », calqué sur le délit d'entrave à l'IVG

## Pour le droit de choisir sa mort et le développement des soins palliatifs

FIN DE VIE  
LE PATIENT DEVRA S'ADMINISTRER LA SUBSTANCE



a été intégré, suscitant la colère des anti-choix, mais aussi malheureusement d'une partie du mouvement antivalidisme.

## Lier les combats

Le mouvement antivalidisme, que nous soutenons, propose d'attendre d'avoir conquis « le droit de vivre dans la dignité, avant de revendiquer le droit de mourir dans la dignité ». Comme si le mouvement des femmes avait dû attendre d'avoir arraché des crèches partout et l'égalité salariale pour revendiquer le droit à l'IVG ! Les droits sociaux, comme préalable au droit individuel de choisir sa vie ou sa mort. En fait, c'est le même mouvement qui conquiert

C'est la lutte pour le droit de mourir dans la dignité qui a braqué les projecteurs sur le caractère dramatiquement insuffisant des soins palliatifs

ces deux droits. Et c'est la lutte pour le droit de mourir dans la dignité qui a braqué les projecteurs sur le caractère dramatiquement insuffisant des soins palliatifs, avec un projet de loi qui acte un droit opposable, mais un gouvernement qui ne prévoit aucun budget pour le rendre applicable.

## Une loi eugéniste ?

Ces associations évoquent une loi eugéniste et validiste, dénonçant « un choix faussement libre dans un monde qui abandonne ». Cette crainte se fonde sur quelque chose de bien réel, l'exclusion, l'inaccessibilité, l'enfermement en institution des personnes qui vivent en situation de handicap dans notre société validiste. Et sur le souvenir des 300 000 personnes porteuses d'un handicap physique ou mental exterminées en Allemagne sous le nazisme. Mais ici, il ne s'agit pas pour l'État de décider, mais pour une personne malade et en pleine possession de ses facultés de décider de sa vie. Dire qu'il n'y a pas de choix libre sous le capitalisme est à la fois vrai, mais limité et dangereux. Il faut conjuguer choix individuel et luttes collectives, sauf à s'en remettre à l'État, à Dieu ou aux médecins, qui décident aujourd'hui à notre place ! Imaginez : le choix de l'IVG, un choix faussement libre dans un monde qui abandonne !

La crainte d'une extension des critères de l'euthanasie, ou de nuire à la prévention du suicide n'est pas fondée. Au Canada, l'extension, justifiée, a concerné les personnes « qui éprouvent des souffrances insupportables sans diagnostic terminal », en Australie « les personnes atteintes d'une maladie neurodégénérative » qui n'ont plus que 12 mois à vivre. Et nulle part, chiffres à l'appui<sup>1</sup>, on assiste à un transfert des suicides vers l'euthanasie ! Alors oui défendons le droit des malades à choisir leur fin de vie et des moyens pour les soins palliatifs.

## Commission Santé

1 - <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/32895484/>

## Face à la douleur et au handicap, la liberté pour une vie digne

Nous vivons dans une société validiste, où perdre des capacités équivaut à une perte de statut social. Le validisme fait sentir à touTEs les handicapéEs qu'iels sont un poids pour leurs proches, pour la société. Il est intimement lié au productivisme capitaliste et empirera à mesure de la fascisation. Nous en voyons déjà les signes. Dans ces conditions, nous pensons que la loi instaurant le droit au suicide assisté et à l'euthanasie créera mécaniquement une pression sociale sur la population handicapée, à choisir la mort plutôt qu'une vie indigne. Mais pas indigne par essence, indigne parce qu'on n'a pas donné les moyens d'une vie digne. Une étude<sup>1</sup> montre que la douleur n'est pas la raison principale des demandes de mort assistée, mais ce sont bien des formes de dépression qui suscitent le plus de demandes<sup>2</sup>. Doit-on abandonner toute lutte contre le suicide ?

## Le droit à une vie digne

Les débats autour de cette loi réveillent quelque chose d'intime en chacunE de nous. C'est valable pour les valides à qui la maladie, la perte de capacité et les douleurs font peur. Mais c'est valable aussi pour quantité de personnes handies, heurtées par des débats où nous sommes concernéEs mais absentEs, où quantité de gens expriment à voix haute cette opinion : « Si j'étais à ta place, je me buterais ». Nos conditions de vie sont considérées « indignes de la vie », littéralement le « lebensunwertes Leben » des nazis

Nous connaissons la douleur. Nous connaissons la perte de moyens. Et pourtant, nous réclamons les droits d'une vie digne, pas ceux de mourir.

qui nous donnent la « Gnadentod », la mort miséricordieuse, lors de l'Aktion T4.

Nous connaissons la douleur. Nous connaissons la perte de moyens. Et pourtant, nous réclamons les droits d'une vie digne, pas ceux de mourir.

## Nécropolitique de la santé

Le texte de cette loi affiche s'assurer de la capacité à un choix libre et éclairé. Nous affirmons que dans une France où seulement 50% des personnes qui en ont besoin bénéficient des soins palliatifs (qui réduisent drastiquement les demandes de suicide assisté), une France où les inégalités sociales impactent l'accès aux soins, le choix libre ne peut exister. Être unE handicapéE de la classe prolétaire, c'est n'avoir même pas son travail à engager dans le rapport de forces. Le montant de l'AAH (allocation adulte handicapée) est toujours sous le seuil de pauvreté et on parle déjà de « serrer la vis »

sur les ALD (affection longue durée). Nous avons des exemples à l'étranger (Canada, Belgique) de pays avec des lois qui ont commencé de façon restrictive pour peu à peu s'étendre aux cas de maladie psy, à des maladies qui n'engagent pas le pronostic vital. Nous n'avons aucune illusion sur le caractère humaniste de l'engagement d'une bonne partie de la droite pour ce texte : c'est la nécropolitique de la santé. On décide quel suicide est bon, ou ne l'est pas, sur des critères médicaux (et in fine économiques). Nous ne voulons pas vivre dans un pays où on nous dit : « Le délai de traitement des dossiers MDPH (maison départementale des personnes handicapées) est de 9 mois. Par contre si vous voulez mourir, j'ai un créneau jeudi ! »

## Commission Antivalidisme

1 - <https://deathwithdignity.org/news/2024/03/annual-oregon-dwd-report-data/>

2 - <https://collectif-jabs.fr/precariteEuthanasie>

<https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/32895484/>



## DROIT D'ASILE

### Exigeons une carte de résident pour les personnes déplacées d'Ukraine!

Le 14 mai dernier, les sénateurs et sénatrices ont adopté à la quasi-unanimité un projet de loi visant à « améliorer le dispositif de protection temporaire » activé dans la foulée de l'invasion russe de l'Ukraine, qui octroie le droit au séjour et à l'emploi à ses bénéficiaires.

Ce dispositif, mis en place pour que les populations déplacées d'Ukraine — en majorité ukrainiennes — ne demandent pas l'asile, s'est révélé un échec. La demande d'asile ukrainienne a en effet été multipliée par 3,7 en trois ans et les UkrainienNEs étaient, au premier trimestre 2025, la première nationalité à demander l'asile à l'OFPPRA (Office français pour la protection des réfugiés et apatrides). Les perspectives de retour s'amenuisent, et la protection internationale offre plus de droits sociaux que la protection temporaire (PT).



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

### De nouveaux droits mais pas trop, et toujours temporaires

Afin de dissuader les UkrainienNEs de demander l'asile, les sénateurs leur ont accordé le droit à l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), à l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) et l'allocation adultes handicapés (AAH). Le texte adopté prévoit aussi que les bénéficiaires de la protection temporaire soient éligibles au dispositif dérogatoire de vérification des connaissances pour les professionnels de santé hors UE, ce qui les dispense d'un concours et les admet à une épreuve de vérification des connaissances (EVC).

Le projet, porté par la sénatrice Nadia Sollogoub, incluait le bénéfice du RSA, mais cette proposition a été rejetée, les bénéficiaires de la protection temporaire n'auraient pas vocation à s'installer en France, selon les sénateurEs. Ces derniers, dans cet esprit, se sont donc bien gardés de toucher à la durée de l'autorisation provisoire de séjour (APS) de six mois qui entraîne des démarches incessantes en préfecture, pour que les bénéficiaires ressentent bien le caractère « provisoire » de cette protection « temporaire ». Le texte devra être discuté maintenant à l'Assemblée nationale. Ces menues avancées arrivent bien tard.

### Séjour basé sur l'emploi

Depuis quelques mois, au niveau européen, les gouvernements songent à l'après-protection temporaire et offrent des alternatives de séjour basées sur l'emploi. C'est aussi le cas en France où la directive du Premier ministre du 4 décembre 2024 incite à des régularisations mettant l'accent sur l'emploi et la formation, régularisations au cas par cas et lourdes de danger pour les handicapéEs, les étudiantEs ou les personnes âgées.

C'est pourquoi un collectif d'une centaine d'organisations à travers l'Europe exige « une autre prolongation de la protection temporaire d'un an » et « une solution coordonnée et collective qui offrirait un statut plus durable et une voie vers la résidence à long terme »<sup>1</sup>. En France, cela s'appelle une carte de séjour de dix ans!

**Maria Puccini**

1 - Trois ans après l'activation de la directive sur la protection temporaire: passer de l'urgence aux solutions à long terme pour les personnes Ukrainiennes - La Cimade

## EMPIRE BOLLORÉ Un air de Notre-Dame-des-Landes en Bretagne

Entre terre et mer, entre Finistère et Morbihan, ces 23, 24 et 25 mai furent le théâtre d'une immense mobilisation déterminée et joyeuse contre l'empire Bolloré.

Bolloré, ce « capitaine d'industrie » largement adoubé par la classe politique de droite, d'extrême droite et d'une certaine gauche institutionnelle dont nombre de caciques du PS. Ce Bolloré, détenteur d'un empire industriel, médiatique, néocolonial et sécuritaire, a été la cible d'une juste révolte et de la détermination de centaines de manifestantEs, en mer comme sur terre, ensemble contre son monde abject. Ainsi, sur la plage du Cap Coz en Morbihan, une grande banderole dénonçait, noir sur blanc et en grosses lettres, « *Bolloré marionnettiste d'un monde fasciste* ».

### Interdictions en mer

Malgré les interdictions préfectorales, ce sont au moins 50 embarcations qui ont navigué auprès de son île du Loc'h, aux Glénans — île privatisée par ses soins et sous la protection du néonazi Marc de Cacqueray et de la préfecture maritime, présente pour bloquer les manifestantEs. *Levons les voiles contre l'empire Bolloré*, tel était le slogan. Plus de 300 personnes étaient également présentes en face des Glénans, sur la plage de Cap Coz, en soutien aux activistes en mer, et agitaient de nombreux drapeaux, dont une immense bannière palestinienne. Tout ce bataillon policier maritime n'avait pas prévu le magnifique débarquement sur l'île,

dès le vendredi, des féministes des Soulèvements de la Terre.

### Contrôles sur terre

Empêché par le maire de Fouesnant, proche de l'industriel d'extrême droite, le rassemblement aux airs de NDDL s'est tenu sur un terrain privé près de Guiscriff, en Morbihan. Dans une ambiance combative, festive et super bien organisée, à l'initiative du collectif *Lever les Voiles*, dont Attac, Alternatiba, Alternative fouesnantaise et les Soulèvements de la Terre et avec la participation de nombre d'associations et partis (parmi lesquels le NPA-l'Anticapitaliste qui depuis le début soutient et participe à cette lutte), plus d'un

millier de personnes s'y sont rassemblées...

Après des ateliers autour des médias et de l'empire Bolloré, de la lutte décoloniale et de l'internationalisme ou encore contre l'extrême droite, réunissant chacun des centaines de participantEs, ce samedi s'est poursuivi dans la lutte, le chant, la danse.



CHARMAG

Dimanche, la mobilisation s'est terminée par un pique-nique improvisé à Ergué-Gabéric (29), fief de Vincent Bolloré.

### La lutte continue!

Un moment, un temps inoubliable qui a fait se rencontrer une jeunesse déterminée à lutter contre le racisme, le sexisme, le patriarcat et le fascisme de notre société, en Bretagne et ailleurs, et des moins jeunes tout aussi déterminés... Un moment qui a fait vivre aussi du commun, des collectifs antifa, l'internationalisme, l'anticapitalisme, mais aussi, côte à côte LFI, les Écologistes, Solidaires, l'UCL, la CNT, le NPA-A, Visa 29, et une foule d'associations alternatives, pleines d'imagination pour un monde meilleur. Malgré la répression, ce sont ainsi au moins 1500 personnes qui se sont rassemblées à Guiscriff, sur la mer et sur la plage du Cap Coz. Cette mobilisation demeure un gage d'espoir et de vie pour poursuivre la lutte unitaire contre l'empire Bolloré, le racisme et la fascisation de moins en moins rampante de cette société et de ce monde.

**CorrespondantEs**



NPA-L'ANTICAPITALISTE

## SANS-PAPIERS Trafic et racket de salariés à Carrefour

Ce mercredi 21 mai, l'ambiance aseptisée et propre de l'immense centre commercial Quartz à Villeneuve-la-Garenne (92) a été percutée par l'irruption de la réalité sociale.

Sept travailleurs sans-papiers salariés de l'hypermarché Carrefour se sont installés devant l'entrée du magasin avec une banderole CGT pour la régularisation des sans-papiers. Ils étaient accompagnés par les délégués CGT du magasin et des militantEs de l'UL CGT de Gennevilliers-Villeneuve.

### Payer deux cadres pour pouvoir travailler

En plus de subir la surexploitation commune à tous les travailleurEs sans-papiers, les 7 travailleurs étaient aussi victimes de traite des êtres humains et de racket. Moyennant 2500 euros, deux petits cadres du magasin — la responsabilité du directeur n'est pas encore établie — leur promettaient un CDI à 2000 euros mensuels, l'achat d'une carte de séjour européenne restant à leur charge. Mais ces salariés ont eu droit à des CDD de 6 mois payés au minimum conventionnel, et à un racket continu — des demandes de sommes supplémentaires à verser, ou des achats de cadeaux onéreux... — pour pouvoir continuer à travailler. Lors d'un contrôle de routine, l'inspection du travail a pu demander des comptes à la direction Carrefour. Dès lors, ces salariés se sont organisés avec l'aide de la CGT et d'une avocate pour défendre leurs droits.



UL CGT GENNEVILLIERS

### La direction plie

Carrefour a eu la réaction habituelle des patrons face à une demande de régularisation de la part de leurs salariés sans titre de séjour: le licenciement pour cause de présentation de papiers « pas authentiques », alors que à 99,99%, les employeurs connaissent parfaitement la situation de ces salariés. Ce cynisme patronal est vite devenu intenable pour Carrefour: dès le lendemain du licenciement, ils s'engageaient à payer l'indemnité forfaitaire de trois mois prévue par le code du travail sans retenir la faute grave pour papiers « pas authentiques ». Après la mobilisation du 21 mai, ils se sont aussi engagés à fournir le « Cerfa de demande d'embauche » nécessaire pour la demande de titre de séjour, et à reprendre les salariés quand ils auraient obtenu ce titre. Persister dans le cynisme patronal était risqué pour Carrefour: la mobilisation pouvait s'étendre et nuire à leur image et aux chiffres de ventes... Déjà la campagne BDS a fait baisser les ventes dans

de nombreux magasins, Carrefour ne pouvait courir le risque d'être inculpé d'« exécution en bande organisée de travail dissimulé » ou de « perception de fonds... pour l'emploi de travailleurs ».

D'autant plus que Carrefour avait mis en avant ce magasin dans sa com' pour les livraisons au Village Olympique, et avait reçu la visite de Brigitte Macron pour célébrer les aménagements pour l'accès des personnes handicapées.

### Régularisation, maintenant!

C'est donc une première victoire pour les 7 salariés. Il reste à transformer l'essai, et à obtenir des préfectures la délivrance de titres de séjour. Nous n'en avons pas fini avec Carrefour qui doit prendre ses responsabilités pour que ces salariés soient régularisés. La mobilisation va continuer. Il faut forcer le sinistre Retaileau à régulariser ces salariés. Plus largement, la régularisation de tousTES les sans-papiers est une urgence vitale pour tout le mouvement syndical. Le risque que les pratiques mafieuses découvertes dans ce magasin s'étendent est bien réel. La contradiction entre la répression toujours plus forte et les appétits patronaux pour une main-d'œuvre docile et bon marché dans les secteurs non délocalisables ne peut que les multiplier. Déjà de nombreux patrons demandent aux sans-papiers d'aller chercher de fausses cartes pour les embaucher... La revendication de régularisation des sans-papiers n'est pas qu'une exigence de dignité et de solidarité, c'est aussi une nécessité pour l'unité et la cohésion du camp des exploitéEs.

**Correspondant**

## Vie du NPA l'Anticapitaliste

### UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

**S'informer, se former, débattre et construire... sous le soleil**

Comme chaque année, on vous attend du 24 au 27 août à Port-Leucate pour la 17<sup>e</sup> Université d'été. L'objectif: se retrouver dans un cadre agréable, échanger sur l'année politique écoulée et recharger les batteries pour les combats à venir.

Notre université d'été est l'occasion pour les militantEs et sympathisantEs faire le plein de formation, d'idées, d'échanges et de dialoguer avec des camarades invitéEs d'autres organisations.

#### Des débats et de nombreuses thématiques

Le programme est en cours d'élaboration, mais vous pouvez déjà compter, cette année encore, sur des ateliers, débats, tables rondes et bien sûr meeting de rentrée. Nous aborderons un grand nombre de thématiques: travail, licenciements, crise du capitalisme, extrême droite, antiracisme, féminisme, LGBTI+, cause animale...

Un cycle sera consacré à Frantz Fanon pour le centenaire de sa naissance, l'occasion pour nous de revenir sur la lutte d'indépendance en Algérie ou encore sur ses apports en matière d'antiracisme et de psychiatrie. Un militant à (re)découvrir en ces temps où le colonialisme à l'échelle du monde se développe, y compris en France où l'État et le gouvernement ont cassé les processus en cours en Kanaky.

#### Une situation politique qui appelle à se mobiliser

À l'international, le génocide des Palestiniens se poursuit, et celles et ceux qui tentent d'apporter leur solidarité sont réprimés. La réélection de Trump vient catalyser la dégradation de la situation politique mondiale et accompagne la montée des partis d'extrême droite. Les capitalistes nous entraînent dans une course à la guerre et ce faisant, s'attaquent à nos emplois, à nos conditions de travail, à nos services publics... La crise du capitalisme accélère la course au productivisme et entraîne la destruction de nos environnements, entravant durablement nos capacités de vie sur terre. Notre camp social doit maintenant faire face à la fois au déploiement des politiques néolibérales de casse de nos conquies sociaux et à la montée des idées réactionnaires portée par l'extrême droite et la droite républicaine et qui attaquent les personnes trans aux USA ou au Royaume-Uni, les droits à l'IVG en Italie, les migrantEs en Allemagne, les musulmanEs en France...

#### Un cadre agréable

Nous travaillons aussi depuis plusieurs années à améliorer l'accessibilité de notre université d'été: garderie pour les enfants, tarifs progressifs en fonction des revenus, mais aussi référent handicap, végétalisation de l'alimentation... Un cadre serein pour des débats sereins? C'est encore une fois, ce que nous espérons vous offrir à Port-Leucate. Alors, save the date, du 24 au 27 août! Les inscriptions seront bientôt ouvertes. Nous vous y espérons nombreuxSES!

Commission université d'été

### Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

★ [la-breche.com](http://la-breche.com)

► 27, rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Daumesnil  
01 49 28 52 44 — [contact@la-breche.com](mailto:contact@la-breche.com)

Aurore Koechlin est d'abord revenue sur la période, marquée par le développement de luttes féministes d'ampleur ces dernières années (Ni una menos, lutte contre les VSS et leur caractère systémique, enjeu de la grève féministe internationale...) mais aussi sur le danger que la montée de l'extrême droite fait porter sur la vie des femmes et des minoriséEs de genre.

#### Capitalisme et travail reproductif

Elle a ensuite montré le rôle central de l'oppression des femmes dans le fonctionnement du capitalisme qui les assigne au travail reproductif: travail domestique, éducatif, du soin...

Cette assignation à reproduire la force de travail montre à quel point capitalisme et patriarcat sont imbriqués (même si des oppressions préexistaient au système capitaliste). Enfin, elle a développé la nécessité de la défense des services publics et de la construction de la grève féministe en les inscrivant dans la lutte contre l'extrême droite. Elle a montré l'enjeu de faire vivre une réelle convergence des luttes et de continuer à intervenir largement, avec unité, sans renoncer à nos convictions fémi-

## SAINT-NAZAIRE Un débat sur le rôle de la lutte féministe dans la période

Avec une salle pleine, 50 camarades dont une large majorité de femmes et de minoriséEs de genre, la réunion en présence d'Aurore Koechlin à Saint-Nazaire, le 21 mai, a été une réussite.



NPA-L'ANTICAPITALISTE

nistes révolutionnaires, afin de renverser le système tout entier.

#### Unité politique et syndicale contre l'extrême droite

L'intervention de la secrétaire FSU du bassin nazairien a ensuite montré la nécessité du lien entre combat politique et syndical pour faire face à l'extrême droite. Elle est revenue

sur les moments forts de son expérience féministe à Saint-Nazaire. Cette intervention n'a pas caché les difficultés de l'intervention féministe dans les organisations syndicales mais, en s'appuyant sur les initiatives locales, elle a montré son rôle essentiel dans la construction d'un mouvement émancipateur. Ensuite, une militante au NPA-

l'Anticapitaliste et à Femmes solidaires fortement investie dans le mouvement des Gilets jaunes a insisté sur la nécessité de repenser nos pratiques militantes et de développer un féminisme populaire, sans quoi, il sera difficile d'unifier notre camp social.

Ces introductions ont permis d'avoir un réel débat entre militantes féministes du bassin nazairien sur la façon de militer mais aussi de répondre à des interrogations sur la stratégie à adopter dans la période. L'enjeu de faire converger l'ensemble des luttes et de les imbriquer les unes aux autres a été largement partagé.

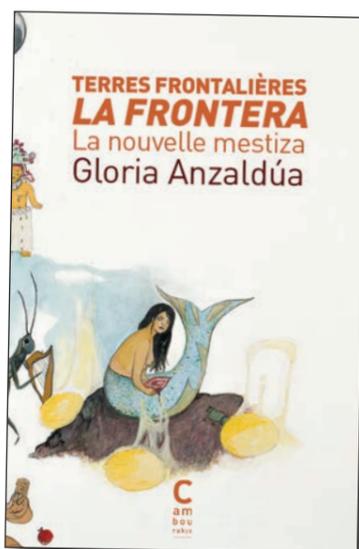
Les participantEs en sont ressortiEs motivéEs et déterminéEs. À l'image de ce qu'a exprimé Aurore Koechlin lors de ses interventions: [dans la période] « la lutte féministe est porteuse d'espoir »!

CorrespondantEs

## Culture

### ESSAI ET POÉSIE *Terres frontalières. La Frontera. La nouvelle mestiza, de Gloria Anzaldúa*

Traduction de Nino S. Dufour et Alejandra Soto Chacón.  
Éditions Cambourakis, poche, 2024, 13,50 euros.



En ces temps où Trump déporte massivement des immigréEs (en particulier latinx) et attaque de front les droits des femmes et des personnes LGBTI+, il convient plus que jamais de lire Gloria Anzaldúa.

Née en 1942 au Texas et morte en 2004, elle est la figure fondatrice du féminisme chicana aux États-Unis. Pionnière de la pensée queer, elle expose ses conceptions décoloniales dans cet ouvrage hybride, mélange d'essai et de poésies. Jonglant entre l'anglais, les parlers espagnols ainsi que des mots de la langue indigène aztèque, Gloria Anzaldúa raconte la naissance de cette culture chicana comme « synthèse de l'ancien et du nouveau monde, [...] des conquérants et des conquis ».

Elle l'illustre au travers de la figure de la Virgen de Guadalupe, qui n'est pas seulement la Vierge Marie, mais bien davantage « le symbole de l'identité ethnique et de la

tolérance pour l'ambiguïté que les Chicanos-Mexicanos, peuple de race mélangée, peuple de sang indien, peuple qui traverse les cultures, possèdent par nécessité ».

L'autrice revient sur les crimes de la colonisation, les politiques discriminatoires aux USA, le combat pour la langue... Elle cherche à faire comprendre l'existence de ceux qui vivent entre deux mondes, que ce soit les Chicax dans un monde anglo-saxon et protestant, les lesbiennes face au système hétérosexuel ou encore les femmes dans cette culture chicana.

Ainsi la frontière ne sépare pas les territoires, mais au contraire, en crée de nouveaux: les Terres Frontalières ou Borderlands, qui imposent un autre rapport au monde, loin des identités figées et mortifères des extrêmes droites.

C'est un livre bouillonnant. Quant aux poèmes qui le composent, on aime à les picorer, l'un après l'autre, pour mieux se nourrir des images, des lumières, des sensations...

Sally Brina

### ENTRETIENS *Nous refusons. Dire non à l'armée en Israël, de Martin Barzilai*

Éditions Libertalia, collection Orient XXI, 2025, 144 pages.

Avec ce volume qui comprend 15 entretiens réalisés en 2023 et en 2024, avant et après le 7 octobre, Martin Barzilai poursuit son œuvre commencée en 2017 avec *Refuzniks. Dire non à l'armée en Israël* (Libertalia).

« Celles et ceux que j'ai pu rencontrer au début de mon travail en 2008 et 2009 ont parfois quitté le pays, dégoûtés. D'autres continuent de lutter tant bien que mal », écrit-il aujourd'hui dans son avant-propos. Car depuis un an et demi « ceux qui refusent s'exposent plus que jamais à l'ostracisme ».

À contre-courant d'un consensus militariste constitutif d'un État israélien construit sur la force des armes, dans cet ouvrage photographique et documentaire, Martin Barzilai donne la parole à celles et ceux qui refusent de servir dans l'armée. En petit nombre, marginaliséEs, exposéEs à l'isolement ou à la prison, ces jeunes que l'on

appelle « Refuzniks » s'opposent à une société qui érige le service militaire en norme civique et morale.

En quinze portraits sensibles, composés de photographies et de récits, *Nous refusons* met en lumière une dissidence qui fait l'objet d'une omerta générale dans la société israélienne. Chaque trajectoire est singulière: certainEs dénoncent l'occupation, d'autres rejettent plus largement la structure raciste de l'État ou refusent d'être les rouages d'un appareil militaire oppressif. Dans tous les cas, il s'agit d'une rupture avec la logique d'un État fondé sur la domination.

Préfacé par le cinéaste Eyal Sivan, *Nous refusons* restitue avec rigueur, pudeur et justesse les visages d'une rupture minoritaire — qui n'est pas toujours dénuée de contradictions. Ces refus sont parfois discrets et douloureux. L'engagement qu'ils supposent est immense compte tenu des conséquences sociales, familiales et judiciaires.

Cette dissidence marginale ne peut à elle seule dessiner des perspectives de justice pour la Palestine — et rien ne laisse présager aujourd'hui qu'elle puisse s'élargir sans un bouleversement extérieur. Mais en temps de guerre totale où toute critique de l'armée devient suspecte, ces voix sont précieuses.

Olivier Lek Lafferrière



# TRIBUNE «C'est comme si la police ne faisait pas confiance à nos ambassades, à nos pays qui délivrent les actes de naissance»

À la suite de l'expulsion de la Gaîté Lyrique le 18 mars sur demande de la préfecture, 25 mineurs isolés ont reçu des OQTF (obligation de quitter le territoire français). Deux d'entre eux et des délégués du collectif des Jeunes du Parc de Belleville témoignent de leur expérience, soutenus par des personnalités et organisations.

Le 17 mars, la préfecture a annoncé l'expulsion de la Gaîté Lyrique alors que tout le monde faisait le ramadan. Ce jour-là, les délégués et soutiens sont venus pour informer les jeunes, préparer les affaires et sortir. On s'est apprêtés, on est sortis. Après, on est restés devant le bâtiment toute la nuit parce que des gens sont venus pour manifester et soutenir. Mais cela la police n'a pas accepté, elle est venue le matin du 18. (Douanene)

**Le 17 mars, la préfecture a annoncé l'expulsion de la Gaîté Lyrique alors que tout le monde faisait le ramadan**

**Alhassane.** La dame de la préfecture nous dit qu'on a jusqu'à 6h pour libérer l'espace mais le temps qu'on prévoio de partir, la police a nassé les jeunes, ils ont défoncé le premier cordon de sécurité fait par les soutiens et ils sont rentrés dans la foule, ils ont violenté les jeunes, après ils ont gazé — certains sont tombés parce qu'ils ont gazé tout le monde.

**Douanene.** La police a envoyé les gaz contre les gens. Des gens ont couru et ont laissé les affaires. La police a entouré mon groupe. Ils ont mis les affaires et les papiers avec les portables dans un camion. Après, ils m'ont attrapé et emmené dans le camion. Ils nous ont pris un par un par la force. Devant la Gaîté, ils ont séparé les blancs et les noirs.

**Alpha.** Ils nous ont embarqués dans leur voiture pour le commissariat. Ils nous ont obligés à faire des empreintes. Certains ont refusé mais ils étaient agressifs. Il y avait une femme blanche, elle, on a juste pris son prénom. Ils nous ont gardés dans la cage jusqu'à 22h et après, ils nous ont amenés à la Boulangerie.

**Fofana.** On était en ramadan mais dans la prison, depuis qu'ils m'ont arrêté jusqu'à une heure du matin je n'ai pas coupé mon carême... Pourtant après l'heure de la coupure j'ai demandé qu'est-ce que vous allez me donner pour manger? Ils ont refusé. J'ai demandé qu'est-ce que je peux boire? Ils ont refusé et quand je suis sorti pour la route de la Boulangerie ils m'ont menotté. J'ai demandé qu'est-ce que j'ai fait pour ça? Ils m'ont répondu qu'ils n'ont pas confiance en nous...

**Alhassane.** Normalement, ils ne devraient pas prendre les jeunes. Mais les policiers ont modifié leurs dates de naissance et certaines nationalités des jeunes. Pourtant



PHOTO THÈQUE ROUGE / JULIETTE W

ils avaient avec eux leurs documents d'état civil, certains avaient aussi avec eux leur carte consulaire, délivrée par l'ambassade de leur pays en France. Il y avait aussi des jeunes qui avaient leur acte de naissance et les papiers de refus de prise en charge mais la police n'a pas considéré tout ça. La police a donné les OQTF.

**Alpha.** Moi, je ne connaissais pas les OQTF jusqu'au 18 mars, je ne savais pas que ça existait. Quand j'ai eu le papier ça m'a cassé la tête car j'ai compris que c'est un papier qui signifie que je dois retourner chez moi, ça m'a fait peur. Après, je devais partir signer au commissariat chaque semaine. À chaque fois, quand j'allais là-bas, les policiers me traitaient mal. Quand j'allais là-bas ils me fouillaient partout. Le directeur de la Boulangerie nous envoyait des fiches qui faisaient peur. Et après, c'est la préfecture qui a envoyé des documents pour nous harceler, nous faire comprendre qu'on a des OQTF, nous les mineurs, alors qu'on ne pensait pas qu'on pouvait en avoir. Quand je suis parti à l'ambassade pour ma carte consulaire, ils ont dit que c'est pas normal que les mineurs aient des OQTF. Ils ont demandé pourquoi ils nous font ça. C'est difficile de garder son calme.

**Alhassane.** On ne sait pas à qui s'adresser pour que la police considère au moins notre acte de naissance ou notre carte consulaire. C'est comme si la police ne faisait pas confiance à nos ambassades, à nos pays qui délivrent les actes de naissance. Normalement, ce n'est pas la police qui détermine mais c'est le juge des enfants.

**Douanene.** Après, j'ai eu une convocation à la préfecture et on nous a donné une nouvelle obligation de rester dormir à la Boulangerie, d'aller encore pointer et d'y rester entre 14h et 16h. Tout ça c'est dur pour moi car ça empêche les activités comme les cours de français, trouver des

endroits pour me poser avec les amis et oublier les problèmes.

**Alpha.** Depuis que j'ai l'OQTF, je n'arrive pas à sentir ma vie. Je me sens comme si j'étais dans la prison. Comme s'il y a quelqu'un qui veut gêner ma vie. Je me sens isolé et tellement stressé. La nuit je n'arrive pas à dormir.

**Mamadou.** Il y a beaucoup de jeunes qui ne veulent plus sortir, même pour prendre le métro pour aller étudier aux cours des associations. Ils ont peur d'être contrôlés par la police et amenés en CRA. On a laissé nos mères et nos parents car dans nos pays les droits ne sont pas respectés. Tu penses aller vers un pays où les droits de l'homme sont respectés, où les droits des enfants sont respectés, où les droits des femmes sont respectés. Tu fuis la misère pour venir te réfugier dans ce pays qui a colonisé ton propre pays. Tu traverses le désert, la Méditerranée pour finir par te retrouver dans cette situation en France : en bas des ponts, dans la rue... Et du jour au lendemain, tu te retrouves avec cette obligation de quitter le territoire et la peur que cette OQTF soit exécutée! Imaginez ce qu'il peut se passer dans la tête d'un jeune s'il n'a aucun soutien! Vous n'imaginez pas ce que signifie pour un jeune l'idée d'être ramené dans son pays d'origine. Ses espoirs étaient de venir ici, de

**Imaginez ce qu'il peut se passer dans la tête d'un jeune s'il n'a aucun soutien! Vous n'imaginez pas ce que signifie pour un jeune l'idée d'être ramené dans son pays d'origine**

pouvoir gagner de l'argent pour commencer des études. Vous ne vous rendez pas compte ce que ça signifie pour un jeune d'être ici. Face à cet État, on vous appelle tous à être mobilisés. La France, c'est pour nous. C'est à nous de descendre dans la rue pour faire respecter nos droits. Voilà ce que nous voulons dire car ce qu'il se passe au niveau de la représ-

sion, c'est la chasse à l'homme, la chasse aux mineurs. Retailleau, il joue avec nos vies.

**Blaye.** On ne va pas oublier ni pardonner ce qu'il s'est passé le 18 mars. Depuis que le collectif a été créé, il ne fait que prendre de l'ampleur. On est visibilisés, on va partout. Il y a même une coordination nationale des mineurs dans plus de dix villes qui s'est inspirée de nous, le collectif de Belleville — et ont créé leur propre collectif. Ça continue un peu partout. L'État français voit que c'est une lutte qui est noble donc ils essayent de casser le collectif. Mais on va faire ce qu'on peut pour les empêcher car c'est la seule façon pour nous d'exister. Dans les campements, personne ne vient nous voir si ce n'est la police. S'ils cassent le collectif, on est mort car, ici, on a pas le droit de parler. C'est dans les Assemblées, les réunions, les médias qu'on peut toucher les gens — expliquer ce que nous vivons ici. On est pas là juste pour être là. On est là pour un but très précis, parce que les occidentaux ont pris nos richesses et ont créé des conflits dans nos pays. Donc on n'a pas le choix et on part pour une vie meilleure. On ne demande pas grand-chose. On demande d'être à l'abri, un logement, l'école, la santé : l'égalité des droits pour tous et toutes.

Le Collectif des Jeunes du Parc de Belleville, les personnalités et les organisations signataires appellent tout un chacun à se rassembler à proximité du tribunal administratif de Paris (7 rue de Jouy) pour soutenir les mineurs isolés lors de leurs audiences qui se tiendront les 6 juin, 10 juin, 17 juin et 24 juin mais aussi à participer au grand meeting de soutien du 27 mai à la Bourse du Travail.

Texte publié sur le site de Politis ainsi que la liste complète des signataires : <https://www.politis.fr/articles/2025/05/la-repression-cest-la-chasse-a-lhomme-la-chasse-aux-mineurs/>

**Suis-nous**

[linktr.ee/lanticapitaliste](https://linktr.ee/lanticapitaliste)

lanticapitaliste.org  
NPALanticapitaliste  
l\_anticapitaliste  
Lanticapitalis1  
anticapitaliste.presse  
lanticapitaliste



**Retrouve-nous**

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font!

**Découvre notre presse**

Profite de notre promotion d'essai :

**12 € = 3 mois d'hebdo**

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

**l'Anticapitaliste**  
la revue

Le n°165 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :  
**l'Anticapitaliste**,  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil cedex.



**Abonne-toi**



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi!

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

**Contacte-nous**

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

**L'image de la semaine**



**Dis-nous**

Un problème avec ton abonnement? Il arrive trop tard dans ta boîte? Fais-le nous savoir à : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)